

**Conférence des Parties****Rapport de la Conférence des Parties sur sa quatorzième
session, tenue à New Delhi du 2 au 13 septembre 2019****Première partie : Délibérations**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Ouverture de la session	1-7	3
A. Ouverture de la quatorzième session de la Conférence des Parties	1	3
B. Élection du Président	2-3	3
C. Déclarations générales	4-7	3
II. Questions d'organisation	8-35	3
A. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux, y compris ceux des sessions des organes subsidiaires	8-9	3
B. Élection des membres du Bureau autres que le Président	10-13	5
C. Pouvoirs des délégations	14-16	6
D. Accréditation d'organisations intergouvernementales, d'organisations de la société civile et de représentants du secteur privé, et admission d'observateurs	17	6
E. Comité de la science et de la technologie	18-22	6
F. Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention	23-26	7
G. Comité plénier	27-30	7
H. Participation	31-34	7
I. Documentation	35	9
III. Prise en compte des activités des organisations non gouvernementales dans le programme de travail officiel de la Conférence des Parties : séance de dialogue ouvert	36-49	9
IV. Débat spécial	50-71	10
A. Ouverture de la réunion de haut niveau	51-58	10
B. Séances parallèles : tables rondes ministérielles/de haut niveau	59-62	11
C. Dialogues	63-67	11



D.	Séance des déclarations officielles.....	68	12
E.	Clôture de la réunion de haut niveau	69-71	12
V.	Décisions et résolution adoptées par la Conférence des Parties	72-79	13
A.	Décisions prises sur la recommandation du Président de la Conférence des Parties	73	13
B.	Décisions prises sur la recommandation du Bureau	74	13
C.	Décisions prises sur la recommandation du Comité plénier	75-76	13
D.	Décisions prises sur la recommandation du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention	77	14
E.	Décisions prises sur la recommandation du Comité de la science et de la technologie	78	14
F.	Résolution adoptée par la Conférence	79	15
VI.	Conclusion des travaux de la session	80-84	15
A.	Adoption du rapport de la Conférence des Parties sur les travaux de sa quatorzième session	80	15
B.	Clôture de la session	81-84	15
 Annexes			
I.	Déclaration des organisations de la société civile participant à la quatorzième session de la Conférence des Parties.....		16
II.	Déclaration de Delhi des entreprises au titre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification		18
III.	Déclaration du Forum de la jeunesse.....		23
IV.	Documents dont la Conférence des Parties était saisie à sa quatorzième session.....		30

I. Ouverture de la session

A. Ouverture de la quatorzième session de la Conférence des Parties

1. La quatorzième session de la Conférence des Parties (COP) a été ouverte le 2 septembre 2019 par M. Sun Guoji, Directeur général du Département de la lutte contre la désertification de l'Administration nationale chinoise des forêts et des prairies, au nom du Président de la treizième session de la Conférence, M. Zhang Jianlong. Conformément à l'article 22 du règlement intérieur de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (la Convention), le Président de la treizième session de la Conférence a fait une déclaration.

B. Élection du Président

(Point 1 a) de l'ordre du jour)

2. À sa 1^{re} séance, le 2 septembre 2019, la COP a élu par acclamation S. E. M. Prakash Javadekar, Ministre de l'environnement, des forêts et des changements climatiques de la République de l'Inde, Président de sa quatorzième session.

3. Le Président nouvellement élu a fait une déclaration.

C. Déclarations générales

4. À la 1^{re} séance également, le 2 septembre 2019, S. E. M. Babul Supriyo, Ministre d'État chargé du Ministère de l'environnement, des forêts et des changements climatiques de la République de l'Inde a fait une déclaration au nom du pays hôte.

5. Une déclaration a également été faite par M. Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

6. Toujours à la 1^{re} séance, des déclarations ont été faites par les représentants de l'État de Palestine (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de la Finlande (au nom de l'Union européenne et de ses États membres), de la République démocratique du Congo (au nom des pays visés par l'Annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional pour l'Afrique (annexe I)), de l'Iraq (au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique), de la Grenade (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes), de Malte (au nom des pays visés par l'Annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional pour la Méditerranée septentrionale (annexe IV)), du Bélarus (au nom des pays visés par l'Annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional pour l'Europe centrale et orientale (annexe V)) et de l'Arabie saoudite (au nom du Groupe des États arabes).

7. Une déclaration a en outre été faite par le représentant d'une organisation non gouvernementale (Gram Bharati Samiti).

II. Questions d'organisation

A. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux, y compris ceux des sessions des organes subsidiaires

(Points 1 b) et f) de l'ordre du jour)

8. La Conférence a examiné les points 1 b) et f) de l'ordre du jour à sa 1^{re} séance, le 2 septembre 2019.

9. À l'issue d'une déclaration faite par le Président de la quatorzième session, la Conférence a adopté l'ordre du jour et l'organisation de ses travaux tels qu'ils figurent dans le document ICCD/COP(14)/1, à savoir :

1. Questions d'organisation :
 - a) Élection du Président ;
 - b) Adoption de l'ordre du jour ;
 - c) Élection des membres du Bureau autres que le Président :
 - i) Élection des Vice-Présidents ;
 - ii) Élection du Président du Comité de la science et de la technologie ;
 - iii) Élection du Président du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention ;
 - d) Pouvoirs des délégations ;
 - e) Accréditation d'organisations intergouvernementales, d'organisations de la société civile et de représentants du secteur privé, et admission d'observateurs ;
 - f) Organisation des travaux, y compris ceux des sessions des organes subsidiaires.
2. Programme de développement durable à l'horizon 2030 : incidences pour la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification :
 - a) Intégration de l'objectif de développement durable 15 et de la cible connexe 15.3 à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et à l'action menée pour la neutralité en matière de dégradation des terres ;
 - b) Modalités, critères et mandat de l'évaluation à mi-parcours du Cadre stratégique de la Convention sur la lutte contre la désertification (2018-2030) ;
 - c) Mise en œuvre du plan de communication de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et de la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification (2010-2020).
3. Mise en œuvre effective de la Convention aux niveaux national, sous-régional et régional :
 - a) Rapport du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention et recommandations qu'il a formulées à l'intention de la Conférence des Parties ;
 - b) Promotion et renforcement des liens avec les autres conventions pertinentes ainsi qu'avec les organisations, institutions et organismes internationaux compétents ;
 - c) Suivi des cadres directifs et des questions thématiques :
 - i) Sécheresse ;
 - ii) Tempêtes de sable et de poussière ;
 - iii) Nouveaux enjeux : le régime foncier ;
 - d) Mobilisation d'investissements supplémentaires et relations avec les mécanismes financiers : Mécanisme mondial.
4. Établissement de liens entre les connaissances scientifiques et le processus décisionnel : examen du rapport du Comité de la science et de la technologie et de ses recommandations à la Conférence des Parties.
5. Débat spécial :
 - a) Séances parallèles : tables rondes ministérielles/de haut niveau :

- i) Table ronde 1 : Terres, climat et énergies renouvelables ;
 - ii) Table ronde 2 : Communautés rurales et urbaines : échouer ou prospérer ensemble ;
 - iii) Table ronde 3 : Promouvoir un mouvement mondial pour la remise en état des écosystèmes ;
 - b) Dialogue 1 : Une approche axiologique de la gestion responsable des sols ;
 - c) Dialogue 2 : Des terres saines pour une population saine ;
 - d) Dialogue 3 : Promouvoir la mise en place de chaînes de valeur durables pour les entreprises rurales.
6. Programme et budget :
- a) Programme et budget de l'exercice biennal 2020-2021 ;
 - b) Résultats financiers des fonds d'affection spéciale de la Convention ;
 - c) Rapport du Bureau de l'évaluation.
7. Questions de procédure :
- a) Participation et contribution des organisations de la société civile aux réunions et à d'autres activités liées à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ;
 - b) Participation et contribution du secteur privé aux réunions et à d'autres activités liées à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, et stratégie de mobilisation des entreprises ;
 - c) Programme de travail de la Conférence des Parties à sa quinzième session.
8. Rapport sur les travaux de la session.

B. Élection des membres du Bureau autres que le Président

(Point 1 c) de l'ordre du jour

10. La Conférence a examiné ce point à ses 1^{re}, 2^e et 14^e séances les 2, 4 et 13 septembre, et a élu les membres du Bureau ci-après pour sa quatorzième session :

Vice-Présidents :

- M. Claude Nyamugabo (République démocratique du Congo)
- M. Almoustapha Garba (Niger)
- M. Abdulrahman Alfadley (Arabie saoudite)
- M. Carlos M. Rodriguez (Costa Rica)
- M. Robert Browne (Saint-Vincent-et-les Grenadines)
- M. Andrey Kuzmich (Biélorus)
- M. Ashot Vardevanyan (Arménie)
- M. Franz Breitwieser (Autriche)
- M^{me} Barbara De Rosa-Joynt (États-Unis d'Amérique)

11. À la 2^e séance, le 4 septembre 2019, la Conférence a nommé M. Carlos M. Rodriguez (Costa Rica) Rapporteur de la quatorzième session.

Président du Comité de la science et de la technologie

12. À la 14^e séance, le 13 septembre 2019, la Conférence a élu M. Bongani Masuku (Eswatini) Président de la quinzième session, à venir, du Comité de la science et de la technologie.

Président du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

13. À la 14^e séance, le 13 septembre 2019, la Conférence a élu M. Trevor Benn (Guyana) Président des dix-neuvième et vingtième sessions, à venir, du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention.

C. Pouvoirs des délégations**(Point 1 d) de l'ordre du jour)**

14. À ses 4^e et 14^e séances, les 6 septembre et 13 septembre 2019, la Conférence a examiné le rapport provisoire sur les pouvoirs des délégations figurant dans le document ICCD/COP(14)/21, et le rapport final sur les pouvoirs des délégations figurant dans le document ICCD/COP(14)/22, et les recommandations formulées dans ces documents.

15. À sa 14^e séance, la Conférence a adopté un projet de décision figurant dans le document ICCD/COP(14)/L.5, relatif à l'adoption du rapport final sur les pouvoirs des délégations.

16. Compte tenu du rapport final du Bureau et des pouvoirs supplémentaires soumis par le Niger, la COP a approuvé les pouvoirs des Parties participant à la session.

D. Accréditation d'organisations intergouvernementales, d'organisations de la société civile et de représentants du secteur privé, et admission d'observateurs**(Point 1 e) de l'ordre du jour)**

17. À sa 1^{re} séance, le 2 septembre 2019, après la déclaration d'un représentant du secrétariat de la Convention, la Conférence a décidé d'accorder le statut d'observateur aux organisations nationales, internationales, gouvernementales et intergouvernementales énumérées à l'annexe I, aux organisations non gouvernementales et aux organisations de la société civile énumérées à l'annexe II et aux entités commerciales et industrielles énumérées à l'annexe III du document ICCD/COP(14)/15 et aux organisations non gouvernementales et de la société civile énumérées à l'annexe I du document ICCD/COP(14)/15/Add.1.

E. Comité de la science et de la technologie

18. La quatorzième session du Comité de la science et de la technologie a été présidée par le Vice-Président, M. Carl Kojo Fiati (Ghana). Le Comité a tenu six séances, du 3 au 6 septembre 2019.

19. À la 1^{re} séance, le 3 septembre 2019, le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire figurant dans le document ICCD/COP(14)/CST/1 et a approuvé l'organisation des travaux de la session présentée à l'annexe de ce document.

20. À la même séance, le Comité a décidé de créer un groupe de contact et a nommé M. Matti Nummelin (Finlande) facilitateur de ce groupe.

21. À sa 6^e séance, le 6 septembre 2019, le Comité a élu par acclamation les vice-présidents pour sa quatorzième session à venir, à savoir : M^{me} Anna Louise (Italie), M. Ratko Ristic (Serbie), M. Pablo Viegas (Argentine) et M^{me} Karma Dema Dorji (Bhoutan).

22. Le Comité a soumis six recommandations à la Conférence des Parties. La Conférence s'est prononcée sur celles-ci à sa 6^e séance, le 6 septembre 2019.

F. Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

23. La dix-huitième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention a été présidée par M. Samuel Mabilin Contreras (Philippines). Le Comité a tenu quatre séances, du 3 au 12 septembre 2019.

24. À la 1^{re} séance, le 3 septembre 2019, le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire figurant dans le document ICCD/CRIC(18)/1 et a approuvé l'organisation des travaux de la session présentée à l'annexe de ce document.

25. À la même séance, le Comité a décidé de créer un groupe de contact et a nommé M^{me} Skumsa Ntshanga (Afrique du Sud) facilitatrice de ce groupe.

26. Le Comité a soumis sept recommandations à la Conférence des Parties. La Conférence s'est prononcée sur celles-ci à sa 4^e séance, le 12 septembre 2019.

G. Comité plénier

27. À sa 1^{re} séance, le 2 septembre 2019, la Conférence a décidé de créer un comité plénier et de lui renvoyer les points figurant au paragraphe 16 de l'ordre du jour de la quatorzième session de la Conférence (document ICCD/COP(14)/1), tels que modifiés oralement.

28. À sa 1^{re} séance également, la Conférence a désigné M. Trevor Benn (Guyana) Président du Comité plénier. Le Comité a tenu six séances, du 3 au 12 septembre 2019.

29. À sa 1^{re} séance, le Comité a créé deux groupes de contact : a) un groupe de contact chargé des questions relatives au programme et au budget et b) un groupe de contact sur les questions relevant du Comité plénier autres le programme et le budget. Le Comité a décidé que son Président serait le facilitateur des premières réunions des groupes de contact, étant entendu que les facilitateurs respectifs seraient nommés une fois désignés. À sa 2^e séance, le Comité a nommé M. Troy Torrington (Guyana) facilitateur du groupe de contact 2 chargé des questions relevant du Comité plénier autres le programme et le budget. À sa 3^e séance, le Comité a nommé M. R. B. Lal (Inde) facilitateur du groupe de contact 1 chargé des questions relatives au programme et au budget.

30. Le Comité a soumis 18 recommandations à la COP. La Conférence s'est prononcée sur celles-ci à ses 5^e et 6^e séances, les 12 et 13 septembre 2019.

H. Participation

31. Les représentants des 156 Parties à la Convention ci-après ont participé à la quatorzième session de la Conférence :

Afrique du Sud	Bhoutan	Congo
Algérie	Bolivie (État plurinational de)	Costa Rica
Allemagne	Bosnie-Herzégovine	Côte d'Ivoire
Angola	Botswana	Croatie
Arabie saoudite	Brésil	Cuba
Argentine	Burkina Faso	Djibouti
Arménie	Burundi	Égypte
Australie	Cambodge	Émirats arabes unis
Autriche	Cameroun	Équateur
Azerbaïdjan	Canada	Érythrée
Bangladesh	Chili	Espagne
Bélarus	Chine	Estonie
Belgique	Colombie	Eswatini
Bénin	Comores	État de Palestine

États-Unis d'Amérique	Luxembourg	République dominicaine
Éthiopie	Madagascar	République populaire
Fédération de Russie	Malawi	démocratique de Corée
Fidji	Maldives	République tchèque
Finlande	Mali	République-Unie de Tanzanie
France	Malte	Royaume-Uni de Grande-Bretagne
Gabon	Maroc	et d'Irlande du Nord
Gambie	Maurice	Rwanda
Géorgie	Mauritanie	Sainte-Lucie
Ghana	Mexique	Saint-Kitts-et-Nevis
Grenade	Mongolie	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Guatemala	Monténégro	Samoa
Guinée	Mozambique	Sao Tomé-et-Principe
Guinée équatoriale	Myanmar	Sénégal
Guinée-Bissau	Namibie	Serbie
Guyana	Népal	Seychelles
Haïti	Nicaragua	Somalie
Honduras	Niger	Soudan du Sud
Hongrie	Nigéria	Sri Lanka
Îles Cook	Norvège	Suisse
Îles Marshall	Oman	Suriname
Inde	Ouganda	Tadjikistan
Indonésie	Ouzbékistan	Tchad
Iran (République islamique d')	Palaos	Thaïlande
Iraq	Panama	Timor-Leste
Irlande	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Togo
Islande	Pays-Bas	Trinité-et-Tobago
Israël	Pérou	Tunisie
Italie	Philippines	Turkménistan
Japon	Pologne	Turquie
Jordanie	Portugal	Tuvalu
Kazakhstan	Qatar	Ukraine
Kenya	République arabe syrienne	Union européenne
Kirghizistan	République centrafricaine	Venezuela (République
Kiribati	République de Corée	bolivarienne du)
Koweït	République de Moldova	Viet Nam
Lesotho	République démocratique du	Yémen
Liban	Congo	Zambie
Libéria	République démocratique	Zimbabwe
Lituanie	populaire lao	

32. Ont également participé à la session des observateurs des États non parties à la Convention ci-après :

Saint-Siège

33. Les organes et bureaux de l'ONU et les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient représentés :

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Fonds pour l'environnement mondial

Fonds vert pour le climat

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

Plateforme intergouvernementale science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

Fonds international de développement agricole

Bureau international du Travail

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique
 ONU-Femmes
 Programme des Nations Unies pour le développement
 Programme des Nations Unies pour l'environnement
 Forum des Nations Unies sur les forêts
 Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
 Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
 Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
 Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies
 Fonds des Nations Unies pour la population
 Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies
 Volontaires des Nations Unies
 Banque mondiale
 Programme alimentaire mondial
 Organisation mondiale de la Santé
 Organisation météorologique mondiale

34. Des représentants de 24 organisations intergouvernementales et de 153 organisations de la société civile ont également assisté à la session.

I. Documentation

35. On trouvera à l'annexe IV du présent rapport la liste des documents dont la COP était saisie à sa quatorzième session.

III. Prise en compte des activités des organisations non gouvernementales dans le programme de travail officiel de la Conférence des Parties : séance de dialogue ouvert

(Points 1 b) et f) de l'ordre du jour)

36. À ses 3^e et 12^e séances, les 5 et 11 septembre 2019, la Conférence a tenu deux dialogues ouverts au titre du point 1 b) et f) de l'ordre du jour.

37. M. Octavio Perez Pardo de CIASE (Argentine) était le facilitateur du premier dialogue ouvert intitulé « Dialogue inclusif sur l'occupation des terres dans le contexte de la neutralité en matière de dégradation des terres ».

38. Des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : M. Valentin Ciubotaru de l'ONG BIOS, M. Goundo Sissoko de REFEDE, M^{me} Nahid Naghizadeh de CENESTA, M. Pablo Mota de Mision Verde Amazonia et M^{me} Nathalie van Haren de Both ENDS.

39. Au cours du débat qui a suivi, les intervenants ont répondu aux observations faites et aux questions posées par les représentants des pays et groupes de pays suivants : République dominicaine, Union européenne, Argentine, République démocratique du Congo, Colombie, Brésil, Gabon, Inde, Sénégal, Suisse et Burkina Faso, et par un représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

40. Des déclarations ont été faites par les représentants de la Guinée-Bissau et de la Bolivie (État plurinational de). Une déclaration a été faite au nom d'une organisation de la société civile.

41. M. Emmanuel Seck, Directeur exécutif de Environnement Développement Action dans le Tiers Monde, (ENDA) (Sénégal) était le facilitateur du deuxième dialogue ouvert intitulé « Coopération intergénérationnelle pour la restauration des terres : sécurité d'occupation des terres, emplois verts et migration ».
42. Au cours de la première partie du dialogue, intitulée « Testimonies for legacy », des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : M. Byong Hyon Kwon de Future Forest, M^{me} Yugratna Srivastava de Plant for the Planet (Inde), M Bhawani Shanker Kusum (Inde) et M. Alvaro Alfaro Morales de Plant for the Planet (Chili).
43. Au cours de la deuxième partie du dialogue, intitulée « Learning from the ground », des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : M. Moses Chabuka de l'organisation Neno Active Youth in Development du Malawi (Afrique), M. Juan Riet du Centre interdisciplinaire d'études du développement d'Uruguay (Amérique latine et Caraïbes), M^{me} Oindila Basu de l'Association internationale des étudiants en sylviculture d'Inde (Asie), M^{me} Mathilde Bourjac du Centre d'actions et de réalisations Internationales (France) (Groupe des États d'Europe occidentale et autres États) et M^{me} Sophiko Akhobadze du Centre régional pour l'environnement du Caucase de Géorgie (Europe orientale).
44. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations faites et aux questions posées par les représentants de l'Inde, du Chili, des États-Unis d'Amérique, de l'Indonésie, de la Suisse, du Sénégal et de l'Union européenne et de ses États membres.
45. Un représentant du Centre arabe pour l'étude des zones arides et des terres sèches (ACSAD) a fait une déclaration.
46. Un représentant de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a également fait une déclaration.
47. Un représentant du Saint-Siège a aussi fait une déclaration.
48. Le Secrétaire exécutif de la Convention a également fait une déclaration.
49. Les déclarations des organisations de la société civile participant à la quatorzième session de la Conférence des Parties et du Forum de la jeunesse font l'objet des annexes I et III du présent rapport.

IV. Débat spécial

(point 5 de l'ordre du jour)

50. À ses 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 9^e, 10^e et 11^e séances, les 9 et 10 septembre 2019, la Conférence a tenu, au titre de ce point de l'ordre du jour, un débat spécial de haut niveau comprenant une séance d'ouverture et une séance de clôture, trois tables rondes ministérielles/de haut niveau, trois séances de dialogue et une séance consacrée aux déclarations officielles.

A. Ouverture de la réunion de haut niveau

51. À la 5^e séance, le 9 septembre 2019, le Président de la Conférence a ouvert le débat spécial de haut niveau et a fait une déclaration.
52. À la même séance, le Secrétaire exécutif de la Convention a fait une déclaration.
53. Toujours à la même séance, la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, M^{me} Amina Mohammed, a fait une déclaration.
54. À la même séance, le Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, S. E. M. Ralph Gonsalves, a fait une déclaration.
55. Toujours à la même séance, le Premier Ministre de l'Inde, S. E. M. Narendra Modi, a pris la parole devant la Conférence.

56. À la même séance, S. E. M. Zhang Jianlong, Ministre de l'Administration d'État pour les forêts de la Chine et Président de la treizième session de la Conférence des Parties, a fait une déclaration.

57. Toujours à la même séance, des déclarations au nom de groupes régionaux et de groupes d'intérêt ont été faites par les personnes suivantes : S. E. M. Riad Attari, Ministre de l'agriculture de l'État de Palestine (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), S. E. M^{me} Elina Kalkku, Vice-Ministre chargée de la politique de développement au Ministère finlandais des affaires étrangères (au nom de l'Union européenne et de ses États membres), S. E. M. Almoustapha Garba, Ministre nigérien de l'environnement, de l'assainissement urbain et du développement durable (au nom du Groupe des États d'Afrique), S. E. M. Mahendra Reddy, Ministre fidjien de l'agriculture, du développement rural et maritime, des voies navigables et de l'environnement (au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique), S. E. M. Robert Browne, Ministre de la santé de Saint-Vincent-et-les Grenadines (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes), S. E. M. Jose A. Herrera, Ministre maltais de l'environnement (au nom des pays visés par l'Annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional pour la Méditerranée septentrionale (annexe IV) et S. E. M. Ezzaldin Omar Abusteit, Ministre égyptien de l'agriculture et de la restauration des terres (au nom du Groupe arabe).

58. M. Emmanuel Seck, Directeur exécutif de ENDA a également fait une déclaration (au nom des organisations de la société civile).

B. Séances parallèles : tables rondes ministérielles/de haut niveau

59. Aux 6^e, 7^e et 8^e séances, le 9 septembre 2019, la Conférence a organisé en parallèle et à huis clos trois tables rondes ministérielles/de haut niveau au titre du point 5 a) de l'ordre du jour :

1. Table ronde 1 : Terres, climat et énergies renouvelables

60. La table ronde 1 a été coprésidée par S. E. M. Ralph Gonsalves, Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines et S. E. M. Guðmundur Ingi Guðbrandsson, Ministre islandais de l'environnement et des ressources naturelles.

2. Table ronde 2 : Communautés rurales et urbaines : échouer ou prospérer ensemble

61. La table ronde 2 a été coprésidée par S. E. M^{me} Ana Cristina Quirós, Vice-Ministre costaricienne de l'agriculture et l'élevage et S. E. M. Almoustapha Garba, Ministre nigérien de l'environnement, de l'assainissement urbain et du développement durable.

3. Table ronde 3 : Promouvoir un mouvement mondial pour la remise en état des écosystèmes

62. La table ronde 3 a été coprésidée par S. E. M. Nestor Bassière, Ministre burkinabé de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique, et S. E. M. Mahendra Reddy, Ministre fidjien de l'agriculture, du développement rural et maritime, des voies navigables et de l'environnement.

C. Dialogues

63. À sa 9^e séance, la Conférence a organisé deux dialogues au titre des points 5 b) et 5 c), respectivement :

1. Dialogue 1 : Une approche axiologique de la gestion responsable des sols

64. Le dialogue 1 était modéré par S. E. M. Ezekiel Joseph, Ministre saint-lucien de l'agriculture, de la pêche, de l'aménagement du territoire, des ressources naturelles et des coopératives.

2. Dialogue 2 : Des terres saines pour une population saine

65. Le dialogue 2 a été animé par S. E. M. Dennis Musuku Wanchinga, Ministre zambien du développement des ressources hydriques, de l'assainissement et de la protection de l'environnement.

66. À sa 11^e séance, la Conférence a organisé un troisième dialogue au titre du point 5 d) de l'ordre du jour :

3. Dialogue 3 : Promouvoir la mise en place de chaînes de valeur durables pour les entreprises rurales

67. Le dialogue 3 a été animé par S. E. M^{me} Patricia Appiagyei, Vice-Ministre ghanéenne de l'environnement, de la science, de la technologie et de l'innovation.

D. Séance des déclarations officielles

68. À la 10^e séance, pendant la session consacrée aux déclarations officielles, des déclarations ont été faites par le Ministre arménien de l'environnement, Eric Grigoryan (au nom des pays visés par l'Annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional pour l'Europe centrale et orientale (annexe V)) ; le Ministre bhoutanais de l'agriculture et des forêts, Yeshey Penjor ; le Ministre seychellois de l'environnement, de l'énergie et des changements climatiques, Wallace Cosgrow ; le Ministre burundais de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage, Deo-Guide Rurema ; le Ministre zambien du développement des ressources hydriques, de l'assainissement et de la protection de l'environnement, Dennis Musuku Wachinga ; le Ministre haïtien de l'environnement, Joseph Jouthe ; le Ministre burkinabé de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique, Batio Nestor Bassiere ; le Ministre bangladais de l'environnement, des forêts et des changements climatiques, Shahab Uddin ; le Ministre sénégalais de l'environnement et du développement durable, Abdou Karim Sall ; le Ministre centrafricain de l'environnement et du développement durable, Thierry Kamach ; la Vice-Ministre costaricienne de l'agriculture et de l'élevage, Ana Cristina Quirós ; le Directeur général du Ministère libanais de l'agriculture, Louis Lahoud ; le Directeur général du Fond national béninois pour l'environnement et le climat, Appolinaire D. Gnanvi ; le Chef de cabinet adjoint du Ministre ivoirien de l'environnement et du développement durable, Nasséré Kaba ; le Vice-Ministre bolivien pour les ressources hydriques et l'irrigation, Braulio Huaylla ; le Directeur en chef au Ministère malawien des ressources naturelles, de l'énergie et des activités minières, Oliver Kumbambe ; le Ministre islandais de l'environnement et des ressources naturelles, Guðmundur Ingi Guðbrandsson ; le Haut-Commissaire de la Guyane en Inde, David Goldwin Pollard ; l'Ambassadeur de l'Équateur en Inde, Héctor Cueva ; et la Secrétaire permanente du Ministère fédéral nigérian de l'environnement, Ibukun Odusote.

E. Clôture de la réunion de haut niveau

69. À la 11^e séance, le 10 septembre 2019, le Président de la Conférence a clos le débat spécial de haut niveau. Des rapports ont été présentés par les présidents des trois tables rondes ministérielles/de haut niveau organisées parallèlement et à huis clos au titre du point 5 a) de l'ordre du jour. Les résultats des trois dialogues organisés au titre des points 5 b), 5 c) et 5 d) de l'ordre du jour ont également été présentés.

70. Les rapports de synthèse des présidents sur les trois tables rondes ministérielles/de haut niveau et ceux des animateurs des dialogues figurent à l'annexe II de la décision 27/COP.14 sur le débat spécial. La Déclaration de New Delhi figure à l'annexe I de la même décision.

71. Le Président de la quatorzième session de la Conférence des Parties a fait des observations finales et a prononcé la clôture du débat de haut niveau.

V. Décisions et résolution adoptées par la Conférence des Parties

72. À ses 4^e, 13^e et 14^e séances, les 6, 12 et 13 septembre 2019, la Conférence a adopté 34 décisions et une résolution.

A. Décisions prises sur la recommandation du Président de la Conférence des Parties

73. La Conférence a adopté les décisions ci-après sur la recommandation du Président de la quatorzième session :

- 27/COP.14 Débat spécial
- 29/COP.14 Déclaration des organisations de la société civile participant à la quatorzième session de la Conférence des Parties
- 30/COP.14 Déclaration du Forum des entreprises sur la gestion durable des terres
- 31/COP.14 Déclaration du Forum de la jeunesse
- 32/COP.14 Programme de travail de la Conférence des Parties à sa quinzième session
- 33/COP.14 Date et lieu de la quinzième session de la Conférence des Parties

B. Décisions prises sur la recommandation du Bureau

74. La Conférence a adopté les décisions ci-après sur la recommandation du Bureau de la COP à la quatorzième session :

- 28/COP.14 Pouvoirs des délégations

C. Décisions prises sur la recommandation du Comité plénier

75. La Conférence a adopté les décisions ci-après sur la recommandation du Comité plénier :

- 1/COP.14 Plan de travail pluriannuel des institutions de la Convention (2020-2023)
- 3/COP.14 Intégration de l'objectif de développement durable 15 et de la cible connexe 15.3 à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et à l'action menée pour la neutralité en matière de dégradation des terres
- 4/COP.14 Mise en œuvre du plan de communication de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et de la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification (2010-2020)
- 5/COP.14 Participation et contribution des organisations de la société civile aux réunions et à d'autres activités liées à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
- 6/COP.14 Participation et contribution du secteur privé aux réunions et à d'autres activités liées à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, et stratégie de mobilisation des entreprises
- 7/COP.14 Modalités, critères et mandat de l'évaluation à mi-parcours du Cadre stratégique de la Convention sur la lutte contre la désertification (2018-2030)
- 8/COP.14 Promotion et renforcement des liens avec les autres conventions pertinentes ainsi qu'avec les organisations, institutions et organismes internationaux compétents
- 10/COP.14 Programme et budget de l'exercice biennal 2020-2021

- 22/COP.14 Suivi du rôle positif que les mesures prises au titre de la Convention peuvent jouer dans la lutte contre le phénomène de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse en tant que facteur de migration
- 23/COP.14 Promotion de politiques relatives à la sécheresse
- 24/COP.14 Suivi des cadres directifs et des questions thématiques : Égalité des sexes
- 25/COP.14 Suivi des cadres directifs et des questions thématiques : tempêtes de sable et de poussière
- 26/COP.14 Le régime foncier
76. La Déclaration de Delhi des entreprises au titre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, document adopté par le Forum des entreprises sur la gestion durable des terres, est reproduite à l'annexe II du présent rapport.

D. Décisions prises sur la recommandation du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

77. La Conférence des Parties a adopté les décisions ci-après sur la recommandation du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention :
- 2/COP.14 Renforcement de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification à l'appui du Programme de développement durable à l'horizon 2030, par l'amélioration, l'intensification et la promotion du renforcement des capacités
- 9/COP.14 Collaboration avec le Fonds pour l'environnement mondial
- 11/COP.14 Moyens d'améliorer les procédures de communication des informations ainsi que la qualité et la présentation des rapports à soumettre à la Conférence des Parties
- 12/COP.14 Évaluation de la mise en œuvre de la Convention au regard des objectifs stratégiques du Cadre stratégique de la Convention (2018-2030)
- 13/COP.14 Évaluation des flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention
- 14/COP.14 Programme de travail de la dix-neuvième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention
- 15/COP.14 Date et lieu de la dix-neuvième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

E. Décisions prises sur la recommandation du Comité de la science et de la technologie

78. La Conférence des Parties a adopté les décisions ci-après sur la recommandation du Comité de la science et de la technologie :
- 16/COP.14 Suite donnée au programme de travail de l'Interface science-politique pour l'exercice biennal 2018-2019, au titre de l'objectif 1
- 17/COP.14 Suite donnée au programme de travail de l'Interface science-politique pour l'exercice biennal 2018-2019 : objectif 2
- 18/COP.14 Programme de travail de l'Interface science-politique pour l'exercice biennal 2020-2021
- 19/COP.14 Interface entre science et politique, et partage de connaissances
- 20/COP.14 Recommandations pratiques issues de la coopération avec d'autres groupes et organismes scientifiques intergouvernementaux
- 21/COP.14 Programme de travail de la quinzième session du Comité de la science et de la technologie

F. Résolution adoptée par la Conférence

79. À sa 14^e séance, le 13 septembre 2019, la Conférence a adopté la résolution suivante sur la recommandation de l'Italie :

1/COP.14 Remerciements adressés au Gouvernement et au peuple de la République de l'Inde

VI. Conclusion des travaux de la session

A. Adoption du rapport de la Conférence des Parties sur les travaux de sa quatorzième session

(Point 8 de l'ordre du jour)

80. À sa 14^e séance, le 13 septembre 2019, la Conférence des Parties a adopté le projet de rapport sur les travaux de sa quatorzième session (ICCD/COP(14)/L.7) et a autorisé le Rapporteur à compléter ce rapport avec le concours du secrétariat, selon qu'il conviendrait.

B. Clôture de la session

81. Également à la 14^e séance, le Secrétaire exécutif de la Convention a formulé des observations finales.

82. Des déclarations ont aussi été faites par l'État de Palestine (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de la Finlande (au nom de l'Union européenne et de ses États membres), du Maroc (au nom du Groupe des États d'Afrique), du Bhoutan (au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique), de la Grenade (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes), de Malte (au nom des pays visés par l'Annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional pour la Méditerranée septentrionale (annexe IV)), de l'Azerbaïdjan (au nom des pays visés par l'Annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional pour l'Europe centrale et orientale (annexe V)) et de l'Égypte (au nom du Groupe des États arabes).

83. Une déclaration a également été faite par le représentant d'une organisation non gouvernementale (BIOS, République de Moldova).

84. S. E. M. Prakash Javadekar, Ministre de l'environnement, des forêts et des changements climatiques de la République de l'Inde, et Président de la quatorzième session de la Conférence, a formulé des observations finales et prononcé la clôture de la quatorzième session de la Conférence des Parties à la Convention.

Annexe I

Déclaration des organisations de la société civile participant à la quatorzième session de la Conférence des Parties

[Anglais seulement]

1. Over the past two weeks, the representatives of the 1,000 registered civil society organizations (CSOs) have actively and passionately participated in all stages of the agenda of the fourteenth session of the Conference of the Parties (COP 14).
2. With the support of our elected panel of CSO representatives from among the 600 accredited CSOs, two open dialogue sessions allowed us to better share our concerns and contributions during the opening sessions, the Committee of the Whole, the Committee for the Review of the Implementation of the Convention and the Committee on Science and Technology.
3. As well as the round tables and interactive dialogues held during the High-Level Segment, though we do regret the absence of debates generated by the richness of the contributions.
4. First of all, we would like to thank you for the work you have done together. You will also have seen the growing mobilization of CSOs following the review of document ICCD/COP14/20 in this session.
5. We believe that nothing important can be achieved without civil society. Regarding the panel in support of the CSO community, we ask for a decision from the COP to provide it with a deputy representative for each of the five regions represented. We also wish to provide interpretation facilities during the preparatory session on the eve of each COP.
6. We have shared our priorities on several occasions. In addition, allow us to reiterate our main concerns, which we, as CSOs, strongly recommend that the Parties here present adopt:
 - (a) Regarding funding: the most direct access possible to funds for communities, especially young people and women, to enable them to commit themselves even more strongly to combating desertification and countering the temptation of irregular migration.
 - (b) Regarding good practices: the combined use of suitable techniques from traditional knowledge and modern high technology.
 - (c) Regarding the focus on land management: based on the scientifically sound evidence produced by recent reports from the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services, the Intergovernmental Panel on Climate Change and the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition, it is now crucial to broaden our perceptions of what needs to be done, but also the need for alternative approaches to land management. It is also crucial to take into account intergenerational cooperation, which plays a fundamental role in the persistence of a way of life based on environmental and cultural conditions. The knowledge of adults and youth must be pooled in order to enable land restoration and combine traditional knowledge and innovation.
 - (d) Regarding youth and women: urgently ensure access to land for youth and women in order to recognize and encourage their contributions to land restoration as well as strengthening their unique role in society.
7. Science confirms that migration is closely linked to the degradation of natural resources, particularly through unsustainable use practices and low incomes in the agricultural sector. Yet there are many examples of successful practices implemented by CSOs for land restoration and green jobs in rural areas, which must be more seriously supported and replicated given their power to encourage people to stay on their territory and in their own countries.

8. Close and transparent cooperation between CSOs, business, governments and local stakeholders is not an option but imperative to collective effectiveness. This applies to everyone here. With regard to raising the level of awareness and preparing civil society for the COP, we affirm that the Désertifications Forum, the last of which took place in Ouagadougou, Burkina Faso in June, is a great opportunity. In this regard, we ask that the declaration entitled, "we are the land that fights desertification", produced by 380 participants from 40 countries and 240 organizations represented, be annexed as a reference document for the mobilization of civil society around the decisions of this COP.

9. Many requests from CSOs have been submitted. In some cases, such as the complicated issue of land tenure, we are pleased to see that this has been integrated. However, we are aware that, particularly at the country level, many of our requests and recommendations have never been implemented. For example, CSOs have not generally been actively involved in processes concerning land degradation neutrality in countries. This is very unfortunate. We call for clearer guidelines on the participation of CSOs in all Convention processes and for these to be applied in countries.

10. The time has come for synergy and even integration between the Multilateral Environmental Agreements, in particular the Rio conventions, the United Nations Convention to Combat Desertification, the Convention on Biological Diversity and the United Nations Framework Convention on Climate Change. We note, according to science, that they converge towards a single objective: to preserve our common home. None of these conventions can achieve this alone and we cannot afford the luxury of competition. We have the technology, the workforce, active participation and scientifically sound arguments. Considerable resources can be mobilized if we wish to do so.

11. It has been 25 years since the Convention was born and though our situation is worse today than when we started, the time for complaining is over. The future will judge us.

We call for concrete action now.

We want to say with one voice:

LET'S ACT TOGETHER NOW.

TOMORROW IT MAY BE TOO LATE.

Annexe II

Déclaration de Delhi des entreprises au titre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

[Anglais seulement]

Executive summary

Business recognizes that the world needs to build a future that avoids, minimizes and reverses desertification and land degradation and mitigates the effects of drought. This is essential for the resilience and success of our societies, and for the businesses that operate within them.

To do so, we require unprecedented collaboration between all stakeholders, including business, governments and society, in line with the United Nations Sustainable Development Goals (SDGs).

At the fourteenth session of the Conference of the Parties (COP 14) of the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD), businesses have come together with key stakeholders to emphasize their critical role, and to commit to action towards a land degradation neutral world, prioritizing:

- The widespread and rapid adoption of sustainable land management (SLM) solutions for agriculture, food, forestry, shelter and energy.
- Scaling solutions through value chain- and landscape-based approaches, including the conservation and restoration of ecosystem services such as soil, forests and water, and addressing deforestation-risk commodities.
- The increased resilience of communities through improved livelihood opportunities, addressing food loss and food security.
- The adoption of climate-smart approaches to agriculture to enable productivity, the mitigation of carbon emissions and measures to adapt to the impacts of climate change.
- Biodiversity, including crop and dietary diversity, and land restoration and conservation.
- Robust business decision-making and progress through science-based targets, risk management, reporting and environmental, social and governance processes.

To realize these priorities, business calls on governments to adopt a new deal for nature and people through a wide range of policy shifts:

- Harmonizing decisions coherently within the United Nations framework.
- Regulating in support of innovation for the purpose of SLM.
- Supporting incentive mechanisms that reward the conservation, restoration and sustainable use of nature.
- Enabling public and private sector dialogue, collaboration and knowledge exchange.
- Developing clear policies and targets, ensuring synergies across wider environment and society.
- Harnessing the role of market-based mechanisms, including carbon markets.
- Increasing the emphasis on public-private financing mechanisms.
- Supporting resilient rural livelihoods through entrepreneurship and climate adaptation measures.

- Strengthening local land tenure and rights with a recognition of women and youth.

To achieve change at scale, we call on all businesses and wider organizations to support these priorities, and on governments to act in order to create an enabling environment in which business contributes to the maximum of its potential.

1. The purpose of this declaration and background

Supported by the outcomes of the Business Day of the UNCCD, the Delhi Declaration from Business has the key purpose of emphasizing the importance, priorities, commitments and policy requests of the private sector regarding the UNCCD.

This statement is issued from a variety of key actors working towards meeting the United Nations SDGs, including businesses, business representative organizations and key stakeholders working with the private sector, with the purpose of galvanizing action and directing private sector action relating to the UNCCD.

Tackling the land degradation challenge requires unprecedented collaboration between all stakeholders – business, governments and society. This declaration builds upon the 2013 Windhoek Declaration, the 2015 Ankara Declaration and the 2017 Ordos Declaration from the respective Sustainable Land Management Business Forum of each COP. It presents the next step towards implementing land degradation neutrality (LDN) and must be supported by real action on the ground by all Parties.

In light of the points outlined in this document, we call on all companies to join us in our collaborative effort to implement SLM practices and land restoration. Our next steps will be critical in materializing the transition to a sustainable global economy in support of halting and reversing land degradation and restoring degraded ecosystems, while managing land resources sustainably to serve prospering communities.

2. Preamble and context

A. *About the United Nations Convention to Combat Desertification*

i. The UNCCD aims to combat desertification and mitigate the effects of drought through national action programs that incorporate long-term strategies supported by international cooperation and partnership arrangements.

ii. LDN is a critical objective in order to restore the productivity of the vast expanses of degraded land, reflected in SDG 15.3: “By 2030, combat desertification, restore degraded land and soil, including land affected by desertification, drought and floods, and strive to achieve a land degradation-neutral world”.

iii. The livelihoods of more than 1.3 billion vulnerable people are at risk due to the impacts of drought.

iv. We must build a future that avoids, minimizes, and reverses desertification and land degradation, and mitigates the effects of drought in the affected areas at all levels to achieve a land degradation-neutral world.

B. *The role of business in supporting the strategic objectives of the United Nations Convention to Combat Desertification*

i. Land degradation threatens the important goods and services that healthy ecosystems provide to society. As a result, livelihoods, food security and economic development are increasingly compromised. Climate change can exacerbate stress on degraded ecosystems, further reducing land productivity for crops and livestock, increasing water shortages and releasing more greenhouse gases into the atmosphere.

ii. Business has a critical role to play in SLM and drought resilience, collaborating with multiple stakeholders and actively engaging across global, regional and national processes for positive social and environmental outcomes.

iii. In collaborating with stakeholders and engaging in multi-level processes, business seeks to identify market-driven solutions that enable business continuity and compliance with legislation, and embrace ethical, social and environmental values and responsibilities.

iv. As a major user and manager of land and natural resources, business has a stewardship role which can be enhanced through the deployment of innovative technologies, the establishment of private-private and public-private partnerships and engagement with civil society.

C. *Mobilising business in support of land degradation neutrality and nature*

i. As the dynamics of land, climate and biodiversity are intimately connected, business solutions related to SLM and drought resilience should also seek to be aligned with and meet the objectives set out by the Convention on Biological Diversity (CBD) and the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC).

ii. With the critical CBD and UNFCCC COP scheduled for 2020, the Business for Nature community calls on governments to embrace the opportunity to adopt a new deal for nature and people that would provide the needed policy signal to the business community.

iii. At the UNCCD COP 14, hosted by the Indian Government from 2 to 13 September 2019, business leaders came together to demonstrate their support and commitment to the scaling and delivery of solutions addressing these priorities, as highlighted on the UNCCD Business Day on 7 September 2019.

3. Within this context we, the participants of the 2019 UNCCD Business Day, recognize the following priorities:

A. The widespread and rapid adoption of SLM approaches that contribute to LDN.

B. Supporting the improvement of living conditions of affected populations through food security and improved livelihoods.

C. Also supporting the mitigation of and adaptation to the effects of drought in order to enhance the resilience of vulnerable populations and ecosystems.

4. In recognizing these priorities, we, the participants of the 2019 UNCCD Business Day, commit to:

A. *Sustainable land management through value chain engagement*

i. Adopting improved soil health practices for all scales and types of farming.

ii. Addressing deforestation risk commodities and supply chains.

iii. Taking landscape-based approaches to managing, conserving and restoring natural resources, including forests and watersheds, including rural and urban linkages and needs.

B. *Improved livelihoods and food security and healthy communities*

i. Ensuring prosperity through livelihood opportunities, including farmers, in rural and urban communities, and the linkages between them.

ii. Addressing the importance of healthy communities with access to safe, sustainable, nutritious food and healthy diets.

iii. Reducing food and agricultural commodity losses and waste along the supply chain.

C. *Climate change mitigation and adaptation*

i. Adopting climate-smart forms of agriculture that increase agricultural productivity and build resilience to the adverse effects of climate change and extreme weather, while mitigating agricultural greenhouse gas emissions, as well as water efficiency solutions for agriculture, industry and urban development.

D. Biodiversity and ecosystem conservation and restoration

- i. Adopting forms of agriculture that restore and conserve global biodiversity and ecosystems through nature-based solutions.
- ii. Conserving landscape connectivity to help rehabilitate degraded land and nurture the biological flows and structures needed to increase our resilience in the face of drought and other climate impacts.
- iii. Mainstreaming agrobiodiversity in the food system.
- iv. Diversifying food to enable variety in the crops we produce and consume for healthy and sustainable diets.
- v. Restoring degraded and abandoned production lands and degraded natural and semi-natural ecosystems that provide vital, albeit indirect, benefits to business, people and working landscapes.

5. In undertaking these commitments, our approach will include:

- A. Adopting the agreed ambitious science-based targets for key “planetary boundaries”, including climate, land, water and biodiversity.
- B. Monitoring and managing risks in the business, including the consideration of externalities through true value accounting of food production and consumption.
- C. Communicating relevant progress transparently through corporate reporting and disclosure.
- D. Engaging fully in global and regional climate and biodiversity processes, specifically the 2019 UNFCCC COP 25 and the 2020 COP 26 as well as the 2020 COP 15 of the CBD.

6. To enable business action, we call on governments to:

- A. Integrate and harmonize decisions coherently under key United Nations conventions (CBD, UNCCD and UNFCCC) and the SDGs by recognizing the interrelations and dependencies of the development, climate and nature agendas.
- B. Drive action for LDN by regulating in favour of innovation with a purpose to usher in inclusive and sustainable soil management and use.
- C. Adopt coherent incentive mechanisms and regulations in order to promote decisions that reward the development of projects for the conservation, restoration and sustainable use of nature, including the establishment of public-private partnerships and blended financing solutions.
- D. Enable effective, early public and private sector dialogue and collaboration in the development and delivery of SLM policies and priorities at landscape, regional and global levels.
- E. Develop clear and predictable policies and legal requirements ensuring synergies across wider environmental and social priorities to allow businesses to operate on a level playing field when implementing solutions with the support of robust regulatory monitoring and evaluation frameworks.
- F. Harness the role of market-based sustainability solutions, including new innovations and technologies, in order to accelerate progress with clear commercial benefits to increase business participation and uptake.
- G. Increase the emphasis on value-chain and market-orientated global financing mechanisms, such as green commodity-, landscape- and food systems-based funds, to support the piloting and scaling of solutions, alongside carbon financing and payments for ecosystem services.
- H. Support crop insurance programmes that encourage investment in sustainable soil management and use technologies that improve yields and resiliency, reduce post-harvest losses and/or reduce net greenhouse gas emissions.

I. Provide better legal recognition and protection of local and customary land rights to enable them to be recognized and accounted for by financial institutions in their lending policies. Work to amend land tenure laws to include explicit guarantees for women to own land in their own right.

Annexe III

Déclaration du Forum de la jeunesse

[Anglais seulement]

I. Establishment of Global Youth Caucus on Desertification and Land

1. Meaningful youth engagement, universal access to decision-making spaces, and equitable participation of children and youth are key elements toward the achievement of Agenda 2030, objectives of the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD), the Paris Agreement and related mechanisms. Several young people from different youth organizations participated at the fourteenth session of the Conference of the Parties (COP 14) of the UNCCD as a part of efforts to make youth engagement more structured and institutional; thereby establishing formal children and youth engagement mechanism (constituency) to the UNCCD - the Global Youth Caucus on Desertification and Land.¹ The Caucus serves as the formal voice of youth and youth organizations to the processes of the Convention, including in implementation efforts by Parties and non-Party stakeholders on national, regional, and global level. Desertification Youth Forum from 6–7 September 2019 during COP 14 was an initiative of the United Nations Major Group for Children and Youth (UNMGCY),² United Nations Environment Programme Major Group for Children and Youth (UNEP MGCY),³ Plant-for-the-Planet,⁴ Science Policy Circle,⁵ Global Indigenous Youth Caucus (GIYC),⁶ and others through as a part of formalizing the Caucus. The Forum brought together more than 100 young people from different parts of the world, with funding support for some international participants provided by the UNCCD secretariat.

II. Preamble

2. UNCCD COP 14 is a historic moment because, for the first time, the *Global Youth Caucus on Desertification and Land* has been established into a permanent mechanism to help engage youth more meaningfully on issues of desertification, land degradation and drought. The Global Land Outlook report has already identified desertification and land-related issues as a critical threat to human security in various dimensions.

3. With 42 per cent of the world's population being young people, this calls us to act, and be more concerned about environmental issues which revolve around desertification, land degradation and climate crisis, as well as their implications on further exacerbating social inequalities. A sense of urgency on these environmental issues has been raised by major global reports such as the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) findings, and if we act collectively against these challenges, we can avoid loss of biodiversity, ecosystem and protect the fate of the 8.7 million species on the planet.

4. Young people are concerned about the dearth of political will and slow progress to overcome the environmental issues for the betterment of our future. The steady increase in environmental degradation, desertification and climate change will decrease the productivity of our soil, put food security at risk, increase poverty, affect employment sources, produce forced migration, affect mental and physical capacity and reduce

¹ <www.desertification-youth-caucus.org>.

² <www.unmgcy.org>.

³ <www.unep-mgcy.org>.

⁴ <www.plant-for-the-planet.org>

⁵ <www.sciencepolicycircle.org>.

⁶ <www.globalindigenouslyouthcaucus.org>.

resilience of communities, in particular vulnerable groups such as young people; and also force indigenous young populations to leave their communities, risking the loss of traditional knowledge and languages that contain a source of acquaintance to solve the problem.

5. 2019 can be considered as a year which will decide the fate of our future considering the recent IPCC findings which predict that we have around 12 years exist to limit climate change catastrophe. To overcome issues such as carbon emissions, ecosystem breakdowns - 2030 Agenda for Sustainable Development (including the Sustainable Development Goals), Aichi Biodiversity Targets, Paris Agreement have been adopted: however, implementing these at national/subnational scales still requires a translation of global ambition into local action and broad participation of youth; without the involvement of everyone - we risk a huge gap in the processes of protecting the environment and achieving sustainable and resilient development. The Forest Landscape Restoration, if conceived in a right sense, will serve as an opportunity for youth and redefine our relationship with nature. This will create excellent green employment opportunities for youth.

6. As important stakeholders in fighting climate change and desertification, young people seek to meaningfully engage with the UNCCD COP negotiation processes with their voices being listened to. Parties and the United Nations system should ensure that young people are part of the global, national and local initiatives for combating environmental issues. The current issues can be tackled well, to make a better world with the involvement of the youth and support from our elder generations.

7. Hear us, we are hearing you; we are open-minded; we are adaptive; we are not divided; we are the children of Mother Earth. Stop being passive, start engaging in solution, not wait for change, shape the change. Conserve land for protecting livelihoods and biodiversity, for a better today and a brighter tomorrow.

III. Thematic Focus – problems and how to overcome

8. The Global Youth Caucus on Desertification and Land further presents its stance on the thematic focus – land degradation, desertification, land tenure and rights – thereby providing recommendations to the Parties. Overall, the Caucus emphasizes the role of land tenure security and property rights as an incentive for Parties to enhance the environment and promote land degradation neutrality (LDN).

9. Nearly all social struggles in antiquity were mostly for the ownership and use of land. Land tenure is a complex social institution which governs the relationship among people with regard to assets such as land, water bodies and forests. It can have a legal or customary basis or both. Even though land constitutes the main asset from which the rural poor can derive a livelihood, millions of such farming families do not enjoy ownership rights over it and are considered landless. Up to a quarter of the world's population is estimated to be landless, including owing to legal issues regarding gender rights as well as ownership of land.

10. Meanwhile, there is a correlation between land tenure and environmental conditions. Land tenure can either enhance the environment or promote practices that harm the environment. Lack of tenure security is a significant disincentive for tenant farmers to invest in the land they farm because as they do not hold land rights, they are unlikely to adopt measures to improve, control, and reserve future land degradation as benefits of their investments cannot be assured. Access and tenure security to land is therefore crucial and must be recognized as a vehicle for sustainable land management (SLM) since insecure land and tree rights discourage medium- and long-term investments.

11. It is globally recognized that agriculture accounts for 80 per cent of land degradation. The nexus is that women who form the largest group of people employed in the agriculture sector, lack tenure security and land rights and so, reduce the incentive to implement long-term resource measures.

12. Lack of tenure security and simultaneously, the challenges related to land degradation both represent a vicious circle. Lack of tenure security causes migration, this

threatens security, leads to loss of identity and further causes hindrance in the propagation of traditional knowledge due to the gap in the intergenerational transmission of knowledge from elders to youth. This lack of awareness about conventional practices can be disadvantageous to the youth who are working towards preventing land degradation. Thus, this calls for a holistic approach to combat desertification/land degradation and drought.

13. To combat desertification, a strong tenure system must be ensured. There is a need to create robust tenure security mechanism for the countries where there are no existing policies or laws in these regards. In the countries where there are current mechanism and regulations, it needs to be implemented and monitored regularly. Along with secure tenure system, there is also a need to focus on community-based management of natural resources (land, water and forest) with the indigenous people. The contribution of the indigenous people in restoring the natural resources have proved to be helpful, hence should be acknowledged and encouraged. Creating localized job opportunities for indigenous youth with traditional knowledge can be useful to formalize traditional practices and instrumentally contribute to restoring land degradation and preventing desertification.⁷

14. Moreover, tenure security is the core of the access to food and food security. It ensures a long-term, sustainable security of food. Ensured rights will give ownership to the people over their natural resources (land, water and forest), incentivising them to rejuvenate the natural resources which will enable individuals (both in the rural and urban areas) to have access to food and water as the urban communities are dependent on the rural population for food security.

15. Lack of tenure security brings the people under the radar of land grabbing and displacement because of development projects, which further leads to land degradation and drought. If people have tenure security, it would be difficult for the other parties to snatch the land from the people, preventing it from being degraded.

IV. Land rights

16. The Caucus calls for the following to be respected:

- (a) Right to not be forced to migrate over climatic reasons (instead of adaptation and mitigation).
- (b) Right to cultivate your own seeds without restrictions.
- (c) Right to own land and harvest cultivations and right to sell the cultivated products as well.
- (d) Right to cultivate on an organics ways without restrictions.
- (e) Right to store, share and conserve natural and ancient seeds.
- (f) Right to adapt your land to resist desertification and climate change and lack of diversity issues. In terms of fund alternative water sources, recycling water, bringing biodiversity back in a safe way, etc.
- (g) Right to reforest the land with endemic species, in terms of adaptation and mitigation, to capt CO₂, to prevent erosion, to prevent and combat degradation of the land, to prevent earth slides, to prevent crops loss from wind effects using trees for this, to prevent and combat desertification, to restore the soil, and to bring back flora and fauna biodiversity.
- (h) Right to be a key decision-maker on public policy regarding changes on your land and their surrounding area, in terms of immobiliary projects, agriculture projects, industrial projects, and on adaptation and mitigation projects. Desertification, land degradation and action from Parties.

⁷ Weber, M. 1988. *The Agrarian Sociology of Ancient Civilizations*, trans. Frank R I. Verso, London; Ashley, J.M. 2016. *Cross-Cutting Issues*. <<https://doi.org/10.1016/B978-0-12-801594-0.00006-3>>; UN-Habitat, 2008. *Secure Land Rights for All*. Global Land Tool Network, Nairobi, Kenya, 47 pp.

(i) Rights for indigenous peoples to protect their native places, noting the traditional knowledge, faith-based components, and resilience for nature and biodiversity they have historically demonstrated.

(j) Rights for women to be equal partners in efforts, and implementation of solutions at all levels. Land rights are incomplete without rights of women

V. Food security

17. Ensuring food security depends on a sustainable level of food production, which means that there should be the availability of not only human capital to increase production, but also land and water resources. Therefore, in order to ensure secure access to food and water to every human being, an ambitious and cross-cutting plan which tackles effectively and efficiently all the issues related to this focal problem is required. Desertification is mainly caused by overexploitation of natural resources, and, thus, the pollution of the developed countries while those parts of the world which are already extremely vulnerable have to shoulder its drastic effects.

18. Therefore, the fight against hunger and thirst must start from the reduction of global inequalities in wealth, standard of living, socioeconomic opportunities prompting developed countries to compensate others for the harm they caused and empowering vulnerable persons to be able to claim for reparation. To pursue this aim, global, international and national policies to implement intergenerational equity and sustainable developments are necessary. These policies must aim at raising awareness on the global burden of hunger and thirst and the urgency to improve standards of living, investing in education and spreading new technology and sensitizing developed and rich countries to fight for a more equal distribution of resources. From the organizational point of view, synergy and collaboration among global, supranational, international, national, local agents both institutional and private ones are essential.

VI. Livelihood security and sustainable consumption and production

19. UNCCD and the United Nations Refugee Agency along with other agents must come together: their work is essential to predict which regions might be prone to produce land desertification refugees - and concur a plan, drafting the specific steps, that can address the issue in order to ensure access to food and water to every human being. Another fundamental action which must be transversely undertaken is a serious shift in the economic system with the adoption of a circular economy in order to ensure nil wastage of our resources. The flow of the circular economy employs the use of a well working cycle of recycling, reuse manufacturing and refurbishing of what exists versus the linear economy the world functions as right now. This circular economy would by no means cause a drop in the quality of life, and could be achieved without loss of revenue. In order to pursue this aim, developed countries must change their patterns of development and consumption while peoples and persons affected by desertification ought to claim for compensation to foster sustainable development and to build a circular economy.

20. To this regard, agricultural practices of those parts which suffer more from desertification must be improved in order to mitigate the effects of desertification. Since water and land are the most important goods for the integrity of the body, countries ought to ensure the secure accessibility to these goods protecting property rights of the locals. This is because in many countries, law privatizes groundwater while water should be made a public trust. The tenurial security is another fundamental element to fight against hunger and thirst. Only when indigenous people have tenurial security they can grow crops and have their livelihood. The last point needed to be stressed is the relation between land, job and education in order to make everyone able to get means of subsistence. To access food and water, land tenure system must be taken care of. Incentive regarding land opportunities comes as a localized job for the people – all people. Usually these jobs come with set credentials; that only helps the educated get jobs, the uneducated don't get opportunities -

therefore, we should ensure that as long as the skill exists, the job can be given. While there are many good examples of training and skilling centres being set up in developing nations, people and especially youth have to be given a choice to be trained in jobs of their choice.

VII. Adaptation measures for land degradation neutrality

21. Among the plans and policies to fight against thirst and hunger, funded and targeted measures to reduce desertification play a key role. Within desertification it is possible to distinguish funded adaptation measures, which aims at reducing vulnerability of peoples and persons harmed by desertification helping them to adapt to the new environment, and funded mitigation measures, which aims at reducing desertification endorsing all the actions required to achieve this purpose, such as reforestation, recycling, plastic-free, etc. The two measures should be conceived as two sides of the same coin. Indeed, while the first measures ought to be directed to support the places suffering more from desertification working on the effects of it, the second measures ought to be adopted by all countries working on the causes of desertification. Funded adaptation and mitigation measures must first and foremost aim at raising awareness on the causes and effects of desertification among all peoples and persons. Funded adaptation and mitigation measures must include a clear procedure of accountability for their utilization. Thus, efficiency and effectiveness must be two core criteria to the assessment of their realization.

22. The Caucus urges Parties and non-Party stakeholders to implement the following actions to help ensure SLM and LDN, as well as enhance food and water security:

(a) Financing for SLM is on the low side as compared to climate change and biodiversity activities. The Global Environment Facility, as the financial mechanism of the Rio conventions including UNCCD must increase the portfolio for SLM in countries' allocations. Also, it will be vital to have the Global Environment Facility invest more in the SLM in its impact project.

(b) To restore degraded land/forests and prevent further deforestation, policy incentives should be put in place to ensure that the drivers of deforestation are addressed, while respecting traditional and indigenous agricultural livelihoods.

(c) To avoid clearing of lands for agricultural purposes by those women and youth in the quest to lay claims on the land, Parties should demarcate areas in their respective countries as land banks for agricultural purposes to guarantee land tenure and land rights for long-term farming activities of women and youth.

(d) Unsuitable laws and rules regarding access to land must be redefined to ensure long-term land rights and tenure security.

(e) Moreover, the rights of forest-dependent populations, and particularly indigenous peoples and local communities should be protected, strengthened, and empowered. They must be assured of the right to the benefits associated with forest preservation and SLM. This will incentivize them to control, reverse, and avoid land degradation.

(f) To ensure the Convention is implemented by countries to the best of their abilities, Caucus calls upon the secretariat and partner agencies, as a matter of urgency, to facilitate the preparation of a legally binding instrument on drought, sand and dust for adoption.

(g) Educational programmes at school and university level must be initiated and promoted to ensure that the youth have access to information and knowledge base required for understanding sustainable agriculture and aligned fields, also overlapping with the Article 12 of Paris Agreement.

(h) Parties must encourage entrepreneurship in climate change with particular focus on agriculture, technological innovation, sustainable living and support youth engagement through formalized policy and schemes at national level. The United Nations should also support youth engagement in agriculture, ecology and environment.

(i) Given that uncontrolled use of chemicals in agriculture over the past so many decades across the globe had resulted in land degradation, the transition to chemical-free organic agriculture is a necessity.

(j) Food is the single-most essential element of our daily lives, critical to survival. Parties must initiate a gradual ban on the use of harmful chemicals in agriculture to ensure the people's health and well-being. To ensure that the growing need for food is met, supplementary programmes such as the following must be promoted:

- (i) Community Farming;
- (ii) Community kitchens;
- (iii) Food collection centres for leftover food that is safe and fit for consumption;
- (iv) Regulating the industry on food waste.

(k) Thus, by ensuring that food wastage is controlled and reduced with effective implementation of these programmes, the ban on the use of chemicals in agriculture could be implemented and the transition towards organic agriculture could be successful. The Caucus calls upon Parties to use the armed forces and other public workers to help with mitigation and adaptation works as some Parties are already doing in an effective and successful way.

(l) Enhance people's involvement in decision-making process on mitigation and adaptation measures; and on decision-making process on changes of the use of their lands and surroundings, in terms of agriculture, immobiliary development, and industrial development.

(m) Caucus calls upon United Nations agencies, international organizations, and nations to implement policies for the reforestation of the planet, recycling of water, and rehabilitation of the lands.

VIII. Meaningful youth engagement

23. The Caucus acknowledges that meaningful youth engagement is central to attaining the goals of the UNCCD, while highlighting the principles and barriers for meaningful youth engagement. Young people are already, and will continue to deal with the consequences that past generations have created, thus, inputs of young people must be valued. Young people must be directly consulted in the development, implementation, monitoring, and evaluation of all efforts made to combat land degradation and desertification. This declaration also reaffirms commitment of youth and youth organizations to protect and promote the rights of the global youth:

(a) Regulatory norms and forums should be built to see if the youth voices made are on record and are being used in real decision-making by policymakers.

(b) There should be more frequent and permanent engagements of youth bodies, beyond intergovernmental proceedings.

(c) Local authorities should be engaged to understand the cause of LDN that can help the youth to mobilize their resources for young leaders in their actions pertaining to LDN specifics.

(d) There is a need for more education and awareness programmes regarding the United Nations mandates offered to all youth bodies and universities to ensure representation from all levels.

(e) Youth must be involved in decision-making at the local, state, regional and international levels.

(f) Special attention must be given to engage indigenous youth as they are equipped with the traditional ecological knowledge of their people.

(g) Efforts should be made to reach a mandatory 30 per cent of youth representation as part of country delegations for the effective representation of youth issues in all UNCCD decision-making processes.

(h) Educational institutions at all levels must incentivize the students engaged in combating desertification/land degradation and drought by rewarding credits or certifications.

(i) Public and private sector must incentivize the employees engaged in contributing to the LDN.

(j) Green jobs must be created at the grass-roots level for the rural youth.

(k) Youth from various faith-based organizations should be further involved in achieving LDN targets. Interfaith initiatives for LDN should be given more cooperation in terms of acceptance, resources and policymaking.

Annexe IV

Documents dont la Conférence des Parties était saisie à sa quatorzième session

[Anglais seulement]

<i>Document symbol</i>	<i>Title</i>
ICCD/COP(14)/1	Provisional agenda and annotations. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/2	Integration of Sustainable Development Goal 15 and related target 15.3 into the implementation of the United Nations Convention to Combat Desertification and land degradation neutrality. Report by the Executive Secretary
ICCD/COP(14)/3	Modalities, criteria and terms of reference for a midterm evaluation of the UNCCD 2018–2030 Strategic Framework. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/4	Report on progress made in the implementation of the United Nations Convention to Combat Desertification communication plan and the United Nations Decade for Deserts and the Fight against Desertification (2010–2020). Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/5	Promotion and strengthening of relationships with other relevant conventions and international organizations, institutions and agencies. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/6	Programme and budget for the biennium 2020–2021. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/7- ICCD/CRIC(18)/2	Comprehensive multi-year workplan for the Convention (2020–2023) and two-year costed work programme for the Convention (2020–2021). Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/8	Financial performance for the Convention trust funds. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/9	Audited financial statements for the Convention trust funds for the biennium 2018–2019 as at 31 December 2018. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/10	Audited financial statements for the Convention trust funds for the biennium ended 31 December 2017, including the report of the United Nations Board of Auditors. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/11	Report on the status of contributions to the Convention trust funds for the biennium 2018–2019. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/12	Report of the Evaluation Office. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/13	Participation and involvement of civil society organizations in meetings and processes of the United Nations Convention to Combat Desertification. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/14	Participation and involvement of the private sector in meetings and processes of the United Nations Convention to Combat Desertification and the business engagement strategy. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/15	Accreditation of intergovernmental organizations, civil society organizations and representatives from the private sector, and admission of observers. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/15/Add.1	Accreditation of intergovernmental organizations, civil society organizations and representatives from the private sector, and admission of observers. Note by the secretariat. Addendum
ICCD/COP(14)/16	Follow-up on policy frameworks and thematic issues: Drought. Note by the secretariat

<i>Document symbol</i>	<i>Title</i>
ICCD/COP(14)/17	Follow-up on policy frameworks and thematic issues: Sand and dust storms. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/18	Follow-up on policy frameworks and thematic issues: Gender. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/19	The positive role that measures taken under the Convention can play to address desertification/land degradation and drought as one of the drivers that causes migration. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/20	New and emerging issues: land tenure. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/21 ⁸	Credentials of delegations. Report of the Bureau to the Conference of the Parties
ICCD/COP(14)/22 ⁹	Credentials of delegations. Final report of the Bureau to the Conference of the Parties
ICCD/COP(14)/INF.1	Information for participants. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/INF.2	Note on the special segment of the Conference of the Parties at its fourteenth session. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/INF.3	Options for additional arrangements for drought under the United Nations Convention to Combat Desertification. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/INF.4	Status of ratification of the United Nations Convention to Combat Desertification. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/INF.5	List of participants
ICCD/COP(14)/MISC.1	The Peace Forest Initiative

Documents before the Committee for the Review of the Implementation of the Convention at its eighteenth session

<i>Document symbol</i>	<i>Title</i>
ICCD/CRIC(18)/1	Provisional agenda and annotations. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/7- ICCD/CRIC(18)/2	Comprehensive multi-year workplan for the Convention (2020–2023) and two-year costed work programme for the Convention (2020–2021). Note by the secretariat
ICCD/CRIC(18)/3	Report on the performance of Convention institutions and subsidiary bodies (2018–2019). Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/CST/7- ICCD/CRIC(18)/4	Outcomes of the work of the Committee on Science and Technology on a monitoring framework for the strategic objective on drought. Note by the secretariat
ICCD/CRIC(18)/5	Report by the Global Environment Facility on the financing of programmes and projects concerning desertification/land degradation and drought
ICCD/CRIC(18)/6	Report by the Global Mechanism on update on the Global Support Programme in support of UNCCD reporting

⁸ This document has been discontinued.

⁹ This document replaces a previous version, ICCD/COP(14)/21, which was issued in English only.

Documents before the Committee on Science and Technology at its fourteenth session

<i>Document symbol</i>	<i>Title</i>
ICCD/COP(14)/CST/1	Provisional agenda and annotations. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/CST/2	Policy-oriented recommendations resulting from guidance for the implementation of land degradation neutrality, under sub-objectives 1.1 and 1.2 of the Science-Policy Interface work programme for the biennium 2018–2019. Synthesis report by the Executive Secretary
ICCD/COP(14)/CST/3	Policy-oriented recommendations resulting from guidance for the adoption and implementation of land-based interventions for drought management and mitigation, under objective 2 of the Science-Policy Interface work programme for the biennium 2018–2019. Synthesis report by the Executive Secretary
ICCD/COP(14)/CST/4	Policy-oriented recommendations resulting from the cooperation with other intergovernmental scientific panels and bodies. Report by the Executive Secretary
ICCD/COP(14)/CST/5	The Science-Policy Interface, the UNCCD Knowledge Hub, and the analysis, dissemination and accessibility of best practices. Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/CST/6	Work programme of the Science-Policy Interface (2020–2021). Note by the secretariat
ICCD/COP(14)/CST/7- ICCD/CRIC(18)/4	Outcomes of the work of the Committee on Science and Technology on a monitoring framework for the strategic objective on drought. Note by the secretariat
